



NOTE CONCEPTUELLE

10, 100, 1 000 villes et territoires de droits humains d'ici 2030 : Construire l'universalité par la diversité locale

14 juin 2022, 17h00-18h30 (CEST)
Session hybride

Organisée par la Commission de CGLU d'inclusion sociale, démocratie participative et droits humains, en coopération avec le Conseil politique de CGLU sur le droit à la ville et les territoires inclusifs

L'adoption des droits humains est une avancée fondamentale du siècle dernier, dans la perspective d'un monde de paix et de progrès social pour tous. Depuis, les gouvernements locaux et régionaux (GLR) ont été reconnus comme des lieux et des acteurs essentiels pour la réalisation et l'effectivité de ces droits, afin de construire des sociétés plus inclusives et résilientes.

Alors que de nombreux gouvernements locaux à travers le monde ont déjà initié des démarches pour mettre en œuvre les droits humains à travers des politiques et programmes locaux, une nouvelle étape importante doit être engagée pour rassembler les GLR souhaitant mener la lutte contre les inégalités et les discriminations, accordant une attention spéciale aux titulaires des droits par la garantie de droits essentiels tels que l'accès à l'eau, à la nourriture, à l'éducation, au logement, et désireuses de dessiner les contours d'une nouvelle génération de droits (droits numériques, droits extraterritoriaux, etc.)

La CGLU-CISDPDH a donc décidé de lancer une campagne mondiale « 10, 100, 1000 villes et territoires pour les droits humains en 2030 », pour donner une nouvelle dimension aux initiatives locales et consolider le mouvement mondial des villes et territoires pour les droits humains. La campagne vise à rassembler 1000 gouvernements locaux et régionaux d'ici à 2030, partageant des valeurs communes et aspirant à garantir la dignité humaine par la démocratisation et l'institutionnalisation des droits humains. Grâce à cette campagne, les villes et territoires pour les droits humains pourront être des sources d'inspiration et d'innovation sociale, s'appuyant sur la diversité des réalités, des expériences et des trajectoires locales pour renforcer l'action publique.

Dans le contexte de la signature historique d'une collaboration entre CGLU et le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations-Unies (novembre 2021) qui vise à mieux relier les initiatives locales aux agendas internationaux, la session réunira des gouvernements locaux désireux de renforcer le mouvement mondial des villes et territoires des droits humains. Dans cette période de post-pandémie, il s'agira également de réfléchir à un contrat socio-territorial renouvelé avec les habitants, via une approche fondée sur les droits. La première étape de cette campagne est de réunir 100 villes et territoires qui œuvrent ou aspirent à agir en faveur des droits humains à l'occasion du Congrès Mondial de CGLU à Daejeon (République de Corée).

Questions directrices :

- Pourquoi les droits humains sont-ils pertinents et utiles pour les gouvernements locaux et régionaux ?
- De quelle manière les droits humains permettent-ils une approche transversale de l'action publique, qui valorise l'interrelation et l'intersectionnalité dans les enjeux locaux ?
- Comment transformer les initiatives locales en un mouvement international des villes et territoires des droits humains ?



Ordre du jour

Remarques introductives (17h00-17h15)

C'est l'heure des droits ! Les gouvernements locaux et régionaux s'expriment sur les droits humains (17h15-17h50)

Perspectives de partenaires (17h50-18h05)

Point sur la campagne mondiale (18h05-18h15)

Discussion ouverte : (avec tous les panélistes et les questions/commentaires des participant-e-s) (18h15-18h25)

Remarques de clôture (18h25-18h30)

